

Michel Max RAYNAUD  
Observatoire Ivanhoé Cambridge pour le développement urbain et immobilier  
Réseau d'Échanges Stratégiques pour une Afrique Urbaine Durable  
Université de Montréal (Québec) Canada

---

Nairobi (Kenya) - **UN Habitat – GC26** Implementing the New Urban Agenda -  
**Séance plénière du 9 mai 2017**

Monsieur le Président,  
Mesdames les co-présidentes,  
Honorables représentants,  
Mesdames Messieurs,

Tout d'abord permettez-moi de remercier ONU Habitat de l'opportunité qu'elle nous offre de venir parler devant une aussi respectable assemblée et de nous permettre de participer au 26<sup>ème</sup> Conseil des gouvernements pour la mise en œuvre du nouvel Agenda Urbain.

L'organisation que je représente ici, l'Observatoire Ivanhoé Cambridge héberge le programmes RESAUD network - Réseau d'Échanges Stratégiques pour une Afrique Urbaine Durable. RESAUD fondé et porté par l'Université de Montréal et ONU Habitat répond à la demande des gouvernements des pays d'Afrique francophone. Il est appuyé par le Canada et l'Organisation Internationale de la Francophonie.

RESAUD offre la triple expertise d'ONU Habitat, de l'Université de Montréal et des Universités d'Afrique francophone aux gouvernements qui en font la demande pour trouver ensemble des solutions pragmatiques à leurs problèmes urbains spécifiques de pauvreté et d'insécurité.

Les villes africaines, et pour ce qui est notre domaine d'intervention, les villes d'Afrique francophone, sont confrontées à une croissance de la pauvreté, une croissance des inégalités et une croissance de l'insécurité sous toutes ses formes. Il y a urgence à agir. Les villes sont actuellement assises sur une bombe sociale, sanitaire et environnementale.

L'insécurité sous toute ses formes : l'insécurité d'habitat, l'insécurité de l'environnement, l'insécurité d'accès aux services de base et l'insécurité civile – criminalité et violence - engendre la peur, crée la ségrégation spatiale et renforce l'exclusion sociale et publique. C'est un déni de justice et une privation des capacités. Cette insécurité multidimensionnelle sape le développement urbain et la réussite du Nouvel Agenda Urbain.

La question n'est pas de savoir SI il faut agir, mais COMMENT agir.

L'égalité d'accès à une justice sûre, à une police sûre, à des établissements humains et des espaces publics sûrs est la clé d'un développement urbain intelligent et la clé de la réussite de l'implantation durable du Nouvel Agenda Urbain.

Si les autorités locales, régionales et nationales les invitent, les universités d'Afrique sortiront de leurs zones de confort pour entrer dans l'Arène.

À travers les RESAUD nationaux nous signons des partenariats contractuels officiels entre les villes et leurs universités.

RESAUD privilégie la recherche ancrée dans l'action. RESAUD répond à une demande publique. Nous n'agissons pas comme des consultants, mais comme une équipe de recherche. Chaque RESAUD national et les autorités publiques acceptent de s'engager dans une démarche de recherche action assujettie aux règles d'éthique, de transparence des données et génératrice de connaissances au service de l'action ; des connaissances fondées sur des bases probantes et transférables à un large public. Nous concevons, appuyons, évaluons des interventions d'aménagement urbain pour sécuriser les conditions de vie des habitants des quartiers précaires des villes africaines.

Notre action part de trois principes fondateurs.

Premier principe : la réponse pour sécuriser l'espace n'est pas seulement policière, mais urbanistique. La planification et le design urbain font partie intégrante de la solution sécuritaire en créant des espaces publics valorisés et continus qui non seulement protègent mais aussi construisent l'identité citoyenne et le sentiment d'appartenance à la ville.

Second principe : les solutions locales à l'efficacité rigoureusement prouvée et portées par une gouvernance responsable sont un puissant levier pour améliorer les politiques urbaines de lutte contre la pauvreté et l'insécurité.

Troisième principe : les solutions innovantes ne se réalisent pas sur les programmes phares d'un gouvernement, mais opèrent plus efficacement sur des échelles moyennes.

Le Canada à travers ses universités, ses organisations gouvernementales et non gouvernementales possède une expertise reconnue en gestion des risques, en prévention de la criminalité, en développement sécuritaire de l'habitat. Comme citoyens et universitaires canadiens, nous faisons appel au gouvernement canadien pour qu'il continue d'appuyer et qu'il renforce son appui aux pays émergents du continent africain.